

Le Jour, 1952
25 juin 1952

LA POLITIQUE ET LA DOCTRINE

Vat-on vers une amélioration des relations entre l'Occident et l'U.R.S.S. ? **On le voudrait de tout cœur.**

Les récents changements dans la représentation diplomatique des Soviets à Washington et à Londres laissent penser qu'un plan d'envergure mûrit. Ce plan est-il ce que l'on croit ? **Il est favorable à la paix, il semble. Mais, dans cette matière, c'est la doctrine, ce sont les idées qui comptent. Toute l'habileté du monde ne peut modifier le caractère révolutionnaire universel du marxisme à sa source. Ou, alors, il faut cesser d'être communiste.**

L'U.R.S.S. est-elle déçue par les résultats pratiques de sa doctrine ? Croit-elle maintenant que la vérité marxiste n'est qu'une demi-vérité ? **Revient-elle à une politique, plutôt que de se figer dans un dogme prétendu ?**

Après trente cinq ans de communisme, environ, le monde slave ne paraît pas connaître le bonheur ; les « satellites » beaucoup moins que les autres.

Si le communisme a tenté de niveler les peuples qu'il gouverne, par en bas et par en haut, par la tête et par les pieds, il est manifeste qu'il n'a pas triomphé de la nature humaine.

S'il n'y avait pas en U.R.S.S. une armée et une police mieux traitées que le reste du peuple, il est probable que tout sauterait. Mais ce que la conviction ne fait pas, la police militaire et civile le fait. Et rien ne bouge en U.R.S.S. parce qu'il n'y a de liberté nulle part ; il n'y a du reste que les vieillards pour se souvenir de façon un peu précise d'un autre genre d'existence.

Et pour que son peuple ne sache rien de l'extérieur, l'U.R.S.S. laisse les portes fermées ; d'une fermeture totale, d'une fermeture désespérée. C'est pire que le fossé et le pont-levis autour du château féodal.

Au fond, malgré l'énormité du paradoxe, ce que le communisme cherche, inconsciemment, c'est de conduire ses adeptes à l'état de bourgeoisie. Un peu plus de confort partout n'aboutirait qu'à cela ; **tandis que l'Occident constate que le petit bourgeois qui prend ses risques et qui travaille bravement dix à douze heures par jour, c'est lui maintenant le véritable prolétaire.**

Car l'U.R.S.S. est devenue la « république des camarades » à son tour. On peut en rire, mais il faut bien prendre l'évidence pour ce qu'elle est.

Est-ce pour des raisons internes que l'U.R.S.S. voudrait améliorer ses relations avec l'Occident ? Est-ce parce qu'elle n'a plus dans son idéologie une foi entière ? Est-ce parce que la Chine et elle commencent à avoir peur l'une de l'autre ?

Mais la preuve n'est pas faite que l'U.R.S.S. désire vraiment une détente. Il y a des illusions peut-être ; il y a des signes trompeurs. Le meilleur argument en faveur de la volonté de détente est encore celui de la nécessité. L'U.R.S.S., si elle n'avance pas recule. Et elle peut avancer dans le sens de la guerre comme dans celui de la paix.

Les camarades Gromyko à Londres et Zaroubin à Washington auront fort à faire ; et, tout autant, le camarade Panyushkin à Pékin. Mais toute leur diplomatie ne peut valoir que pour autant que la politique de Staline aura évolué.

L'U.R.S.S. veut-elle sa place dans le monde ou veut-elle toute la planète sous ses ordres ? Pour que la première hypothèse se vérifie, il faut que la doctrine communiste soit en recul. Si c'est la seconde, alors c'est inévitablement la guerre.